Réglementation des Exportations

ARTICLE 14

A.—*Tonnage de base d'exportation*

1.—(i) Pour les trois premières années contingentaires au cours desquelles le présent Accord est en vigueur, il est alloué aux pays ou territoires exportateurs énumérés ci-dessous les tonnages de base d'exportation suivants pour le marché libre:

<i>(Milliers de tonnes)</i>	
Allemagne orientale	150
Belgique	
(y compris le Congo belge) ..	55*
Brésil	550
Chine (Taïwan)	655
Colombie	5
Cuba	2,415
Danemark	75
France	20†

* Dans le calcul des exportations nettes de la Belgique, il y a lieu d'exclure les premières 25,000 tonnes d'exportations à destination du Maroc.

† En regard aux liens existant entre la France, le Maroc et la Tunisie au sein de la zone monétaire du franc français et

considérant que les importations du Maroc et de la Tunisie sont effectuées dans le cadre du marché libre, la France est autorisée à exporter, en sus de son tonnage effectif d'exportation, un tonnage net annuel de 380,000 tonnes de sucre.

<i>(Milliers de tonnes)</i>	
Haiti	45
Hongrie	40
Inde	100
Indonésie	350
Italie	20
Mexique	75
Royaume des Pays-Bas	40*
Pérou	490
Philippines	25
Pologne	220
Portugal (y compris les	
Provinces d'Outre-mer)	20
République Dominicaine	665
Tchécoslovaquie	275
Turquie	10
URSS	200

* Le Royaume des Pays-Bas s'engage à ne pas exporter au cours des années 1959, 1960 et 1961, prises dans leur ensemble,

une quantité de sucre supérieure à celle qu'il importera pendant la même période.

2.—(a) Les contingents d'exportation de la Hongrie, de la République tchécoslovaque et de la République populaire de Pologne ne comprennent pas les exportations de sucre de ces pays vers l'URSS, lesquelles restent en dehors du présent Accord.

(b) Le contingent d'exportation de l'URSS est établi sans tenir compte des tonnages de sucre que ce pays importe de la République tchécoslovaque, de la Hongrie et de la République populaire de Pologne en sus de 50,000 tonnes.

3. Le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Nicaragua et le Panama, auxquels aucun tonnage de base d'exportation n'a été attribué aux termes du présent article, peuvent exporter chacun sur le marché libre une quantité annuelle maximum de 5,000 tonnes de sucre, équivalent brut.

4. Le présent Accord ne méconnaît pas et ne se propose pas de neutraliser les aspirations de l'Indonésie, en tant qu'Etat souverain, à rétablir sa position historique de pays exportateur de sucre dans la mesure compatible avec les possibilités du marché

libre.

B.—*Réserve Spéciale*

5. Une réserve spéciale est établie pour chacune des trois premières années contingentaires. Elle est répartie comme suit:

	(Milliers de tonnes)
Chine (Taiwan)	95
Inde	50
Indonésie	50
Philippines	20

Bien que ces attributions ne constituent pas des tonnages de base d'exportation, elles sont soumises aux dispositions de l'Accord, autres que celles de l'article 19, comme si elles constituaient des tonnages de base d'exportation.

C.—*Priorités en cas de déficits et en cas d'accroissement des besoins du marché libre*

6. Lors de la détermination des contingents effectifs d'exportation, les priorités suivantes sont appliquées conformément aux dispositions du paragraphe 8 du présent article:

(a) Les premières 50,000 tonnes seront attribuées

à Cuba;

(b) Les 25,000 tonnes suivantes seront attribuées à la Pologne;

(c) Les 25,000 tonnes suivantes seront attribuées à la Tchécoslovaquie;

(d) Les 10,000 tonnes suivantes seront attribuées à la Hongrie.

7.--(i) En procédant aux redistributions résultant des dispositions de l'alinéa (i) du paragraphe 1, et du paragraphe 2 de l'article 19, le Conseil applique les priorités énumérées au paragraphe 6 du présent article.

(ii) En procédant aux répartitions résultant des dispositions de l'article 18, de l'alinéa (ii) du paragraphe 1, de l'article 19 et de l'article 21, le Conseil n'applique pas lesdites priorités tant qu'il n'a pas été offert aux pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 du présent article des contingents d'exportation égaux au total de leurs tonnages de base d'exportation, sauf à tenir compte des réductions appliquées en vertu des articles 12 et 21; et par la suite il n'applique lesdites priorités que dans la mesure où elles n'ont pas été appliquées déjà conformément aux dispositions de l'alinéa (i) ci-dessus.

(iii) Les réductions effectuées selon les dispositions de l'article 21 sont appliquées proportionnellement aux tonnages de base d'exportation jusqu'à ce que les contingents effectifs d'exportation aient été réduits au total des tonnages de base d'exportation augmentés du total des priorités attribuées en raison de l'accroissement des besoins du marché libre pour ladite année; après quoi des priorités sont déduites dans l'ordre inverse et les réductions sont ensuite appliquées à nouveau proportionnellement aux tonnages de base d'exportation.

ARTICLE 15

Le présent Accord ne s'applique pas, à concurrence d'un maximum net de 150,000 tonnes par an, aux échanges de sucre entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (y compris le Congo belge), la France, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas.

ARTICLE 16

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des Indes occidentales britanniques et de la Guyane britannique,

des îles Maurice et Fidji), le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine s'engagent à ce que la totalité des exportations nettes de sucre des territoires exportateurs auxquels s'applique l'Accord du Commonwealth de 1951 sur le sucre (à l'exception des échanges locaux de sucre entre des territoires contigus ou des îles avoisinantes du Commonwealth portant sur les quantités que l'usage a pu consacrer) ne dépasse pas les quantités totales suivantes:

(i) Pour l'année civile 1959—2,500,000 tonnes longues anglaises (2,540,835 tonnes) de sucre tel quel;

(ii) Pour les années civiles 1960 et 1961—2,575,000 tonnes longues anglaises (2,617,060 tonnes) de sucre tel quel par an.

En outre, les Gouvernements susmentionnés s'engagent, sauf en cas de sécheresse, d'inondations ou d'autres conditions défavorables, à garder en stock à tout moment, pendant chaque année civile, dans l'ensemble des pays exportateurs auxquels s'applique l'Accord du Commonwealth sur le sucre, un tonnage global d'au moins 50,000 tonnes longues anglaises (50,817 tonnes) de sucre tel quel, à moins

qu'ils ne soient relevés de leurs engagements par le Conseil, et à mettre immédiatement ces stocks à la disposition du Conseil, sur sa demande, pour exportation sur le marché libre.

2. Ces limitations ont pour effet de mettre à la disposition du marché libre une fraction des marchés sucriers des pays du Commonwealth. Les Gouvernements précités pourraient néanmoins se considérer comme relevés de leur obligation de limiter ainsi les exportations de sucre du Commonwealth si un ou plusieurs Gouvernements d'un ou plusieurs pays exportateurs participants ayant un tonnage de base d'exportation aux termes du paragraphe 1 de l'article 14 concluaient, avec un pays importateur du Commonwealth une entente spéciale de commerce, qui garantirait au pays exportateur une fraction déterminée du marché de ce pays du Commonwealth.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en accord avec le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, s'engage à faire parvenir au Conseil, soixante jours avant le début de chaque année contingente, une estimation des exportations totales nettes des territoires ex-

portateurs auxquels s'applique l'Accord du Commonwealth sur le sucre pour ladite année, et à informer sans délai le Conseil de toutes les modifications que pourrait subir cette estimation dans le courant de l'année. La communication de ces renseignements au Conseil par le Royaume-Uni, conformément à cet engagement, est censée constituer une décharge pleine et entière des obligations prévues aux articles 11 et 12 en ce qui concerne les territoires mentionnés ci-dessus.

4. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 13 ne s'appliquent pas aux territoires exportateurs couverts par l'Accord du Commonwealth sur le sucre.

5. Aucune disposition du présent article n'est considérée comme empêchant un pays participant qui exporte sur le marché libre d'exporter du sucre à destination d'un pays du Commonwealth britannique, dans les limites quantitatives définies ci-dessus, comme empêchant un pays du Commonwealth d'exporter du sucre sur le marché libre.

ARTICLE 17

Les exportations de sucre à destination des Etats-

Unis d'Amérique pour la consommation intérieure ne sont pas considérées comme exportations sur le marché libre et ne sont pas imputées sur les contingents d'exportation fixés en vertu du présent Accord.

ARTICLE 18

1. Avant le début de chaque année contingentaire, le Conseil procède à une estimation des besoins d'importations nettes du marché libre pour ladite année en sucre provenant des pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 de l'article 14. Dans la préparation de cette estimation, il est tenu compte, notamment, de la quantité totale de sucre qui a été notifiée au Conseil comme pouvant être importée de pays non participants en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 7.

2. Au moins trente jours avant le début de chaque année contingentaire, le Conseil examine l'estimation préparée conformément au paragraphe 1 du présent article. Après avoir examiné cette estimation, ainsi que tous les autres facteurs qui affectent l'offre et la demande de sucre sur le marché libre, le Conseil attribue immédiatement pour ladite année

Les exportations de sucre à destination des Etats-

marché libre à chacun des pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 de l'article 14, proportionnellement à leurs tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14 C et des imputations et déductions qui peuvent être exigées en vertu du

paragraphe 1 de l'article 8 et de l'article 12. Toutefois si, au moment de la fixation des contingents initiaux provisoires d'exportation le prix pratiqué n'est pas inférieur à 3.15 cents, le total des contingents initiaux provisoires d'exportation ne sera pas inférieur à 90 pour cent des tonnages de base d'exportation à moins que le Conseil n'en décide autrement par un Vote spécial, la répartition entre les pays exportateurs étant faite de la manière prévue au présent paragraphe.

3. Avant le 1er avril de chaque année contingentaire, le Conseil procède de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article à une nouvelle estimation des besoins du marché libre. Après étude de cette estimation et de tous les autres facteurs qui affectent l'offre et la demande de sucre sur le marché libre, le Conseil fixe définitivement les contingents initiaux d'exportation, au plus tard le 1er avril, de la manière prévue au paragraphe 2 du présent

article. Par la suite, toute mention des contingents initiaux d'exportation dans d'autres articles du présent Accord sera censée s'appliquer aux contingents initiaux d'exportation définitivement fixés.

4. Une fois les contingents initiaux d'exportation fixés définitivement, les contingents effectifs d'exportation sont ajustés immédiatement comme si les contingents initiaux provisoires d'exportation avaient été égaux aux contingents fixés définitivement, compte étant tenu à cette occasion des modifications que le Conseil a apportées, avant la fixation définitive, aux contingents provisoires en vertu d'autres articles du présent Accord. L'ajustement des contingents effectifs d'exportation conformément au présent paragraphe ne porte préjudice ni aux pouvoirs que le Conseil tient d'autres articles du présent Accord de modifier les contingents effectifs, ni à ses obligations de le faire.

5. En ajustant les contingents effectifs d'exportation conformément au paragraphe 4 du présent article, le Conseil s'informe également de la situation des approvisionnements en sucre disponibles pour le marché libre pour l'année contingentaire en question et examine s'il y a lieu de modifier les contingents

effectifs d'exportation de certains pays en vertu des pouvoirs qu'il tient du paragraphe 2 de l'article 19 du présent Accord.

6. Le Conseil est autorisé à décider par un Vote spécial de déduire, au cours de toute année contingente, sur les besoins d'importations nettes du marché libre une quantité maximum de 40,000 tonnes qui est tenue en réserve et sur laquelle il peut attribuer des contingents additionnels d'exportation afin de faire face à situations dont la gravité exceptionnelle est dûment établie.

ARTICLE 19

1. Le Conseil fait procéder comme indiqué ci-dessous à l'ajustement des contingents effectifs d'exportation des pays énumérés au paragraphe 1 de l'article 14, sous réserve des dispositions de l'article 14 C:

(i) Dans les dix jours qui suivent la notification par laquelle le Gouvernement d'un pays exportateur indique, conformément à l'article 11, qu'il n'utilisera pas une fraction de son contingent initial d'exportation ou de son contingent effectif d'exportation, il est procédé

à la réduction du contingent effectif d'exportation de ce pays et à l'augmentation des contingents effectifs d'exportation des autres pays exportateurs, en redistribuant une quantité de sucre égale à la fraction du contingent ainsi abandonnée, proportionnellement aux tonnages de base d'exportations desdits pays. Le Conseil notifie sans délai aux Gouvernements des pays exportateurs lesdites augmentations; ces Gouvernements, dans les dix jours de la réception de cette notification, indiquent au Conseil s'ils sont ou non en mesure d'utiliser la quantité supplémentaire qui leur est ainsi attribuée. Au reçu de ces informations, il est procédé à une nouvelle redistribution des quantités non acceptées, et le Conseil notifie aussitôt aux Gouvernements des pays exportateurs intéressés les augmentations effectuées sur leurs contingents effectifs d'exportation.

(ii) De temps en temps, il est tenu compte des variations dans les estimations des quantités de sucre qui, selon la notification faite au Conseil en vertu de l'article 7, peuvent être importées de pays non participants; étant

entendu, toutefois, qu'il n'est pas nécessaire de redistribuer ces quantités tant qu'elles n'atteignent pas un total de 5,000 tonnes. Les redistributions aux termes du présent alinéa sont effectuées sur la base et de la manière prévues à l'alinéa (i) ci-dessus.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 11, si le Conseil détermine, après consultation avec le Gouvernement d'un pays exportateur participant, que ce pays ne sera pas en mesure d'utiliser tout ou partie de son contingent effectif d'exportation, le Conseil peut augmenter proportionnellement les contingents d'exportation des autres pays exportateurs participants, sur la base et de la manière prévues à l'alinéa (i) du paragraphe 1 du présent article; étant entendu, toutefois, que cette action du Conseil ne prive pas le pays en cause de son droit d'utiliser le contingent d'exportation dont il disposait auparavant.

CHAPITRE VIII

Stabilisation des Prix

ARTICLE 20

1. Aux fins du présent Accord, toute référence au prix du sucre est considérée comme se rapportant

au prix du disponible, en monnaie des Etats-Unis, par livre avoirdupois, f.a.s. port cubain, tel qu'il est fixé par la Bourse du café et du sucre de New York, pour le contrat No. 4, ou tout autre prix qui peut être fixé conformément au paragraphe 2 du présent article; lorsqu'il est fait mention qu'un prix pratiqué doit être au-dessus ^{ou} au-dessous d'un chiffre déterminé, cette condition est considérée comme remplie si le prix moyen pendant une période de dix-sept jours de bourse consécutifs a été supérieur ou inférieur à ce chiffre, selon le cas, sous réserve que le prix du disponible pratiqué le premier jour de ladite période, et pendant douze jours au moins au cours de cette période, ait été également supérieur ou inférieur, selon le cas, au chiffre déterminé.

2. S'il ne peut disposer du prix visé au paragraphe 1 du présent article pour une période essentielle, le Conseil choisit tout autre critère qu'il juge bon.

3. Les prix fixés dans les articles 18 et 21 peuvent être modifiés par le Conseil par un Vote spécial.

ARTICLE 21

1. Le Conseil a la faculté d'augmenter ou de

réduire les contingents pour tenir compte des conditions du marché, sous les réserves suivantes:

- (i) lorsque le prix pratiqué est compris entre 3,25 cents et 3,45 cents, il n'est pas opéré d'augmentation qui ait pour effet de porter les contingents à un niveau supérieur au total des tonnages de base d'exportation augmenté de 5 pour cent, ou des contingents initiaux d'exportation, si ce dernier est plus élevé, ni de réduction qui ait pour effet de ramener les contingents à un niveau inférieur au total des contingents initiaux d'exportation diminué de 5 pour cent, ou des tonnages de base d'exportation diminué de 10 pour cent, si ce dernier est plus élevé;
- (ii) lorsque le prix pratiqué dépasse 3,45 cents, les contingents effectifs ne doivent pas être inférieurs aux contingents initiaux d'exportation, ou aux tonnages de base d'exportation, si ceux-ci sont plus élevés;
- (iii) si le prix pratiqué dépasse 3,75 cents, le Conseil se réunit dans les sept jours pour examiner la situation du marché et prendre, en ce qui concerne les contingents, telle mesure

qui peut être appropriée pour réaliser les objectifs généraux du présent Accord. Faute d'accord au Conseil sur les mesures à prendre, les contingents effectifs sont immédiatement augmentés de 2½ pour cent. Si, après que la mesure décidée par le Conseil a été prise, ou après que les contingents ont été augmentés de 2½ pour cent, le prix pratiqué continue de nouveau dans les sept jours afin de reprendre l'examen de la situation du marché;

- (iv) si, après que les contingents effectifs ont été augmentés en vertu de l'alinéa (iii) du présent paragraphe, le prix pratiqué tombe au-dessous de 3,75 cents, les contingents effectifs sont ramenés au niveau auquel ils se trouvaient avant l'augmentation susmentionnée;
- (v) si le prix pratiqué tombe au-dessous de 3,25 cents, les contingents effectifs d'exportation sont immédiatement réduits de 2½ pour cent et le Conseil se réunit dans les sept jours pour décider s'il y a lieu d'opérer une nouvelle réduction; si le Conseil ne peut se mettre d'accord à cette réunion, la réduction est portée à 5 pour cent. Toutefois, il n'est pas

finent sur l'offre et sur la demande de sucre sur le marché libre.

3. Si le prix pratiqué dépasse 4 cents, tous les contingents et toutes les restrictions à l'exportation prévus par l'un quelconque des articles du présent Accord cessent temporairement d'être applicables, étant entendu que si, par la suite, le prix pratiqué vient à tomber au-dessous de 3,90 cents, les contingents et restrictions à l'exportation antérieurement applicables sont rétablis, sous réserve du droit que appartient au Conseil de modifier les contingents dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

4. Si le Conseil a la conviction qu'on se trouve devant une situation nouvelle de nature à compromettre la réalisation des objectifs généraux de l'Accord, il peut, par un Vote spécial, suspendre temporairement pour la période de temps qu'il juge nécessaire les restrictions, imposées par les paragraphes précédents du présent article, à sa faculté d'augmenter les contingents; pendant la durée de cette suspension, le Conseil a toute latitude d'augmenter les contingents comme il l'estime nécessaire et d'annuler ces contingents comme il l'estime nécessaire et d'annuler ces

effectué de réduction qui ait pour effet de ramener les contingents à un niveau inférieur à 90 pour cent du tonnage de base d'exportation, à moins que le prix partiqué ne descende au-dessous de 3,15 cents, auquel cas une nouvelle réduction peut être effectuée dans les limites fixées à l'article 23; et

(vi) si le prix pratiqué s'est élevé au-dessus de 3,25 cent et si les contingents effectifs d'exportation ont été ramenés à un niveau inférieur à 90 pour cent du tonnage de base d'exportation, les contingents effectifs d'exportation sont immédiatement augmentés de $2\frac{1}{2}$ pour cent et le Conseil se réunit dans les sept jours pour décider s'il y a lieu d'opérer une nouvelle augmentation; si le Conseil ne peut se mettre d'accord à cette réunion, le pourcentage de l'augmentation est porté à 5 pour cent ou au pourcentage moins élevé qui suffit à rétablir les contingents à 90 pour cent du tonnage de base d'exportation.

2. Dans l'examen des modifications à apporter aux contingents en application du présent article, le Conseil prend en considération tous les facteurs qui in-

plus.

5. Toutes les modifications apportées aux contingents en application du présent article sont faites en proportion des tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14 C; toute mention de pourcentage de contingents s'entend de pourcentages des tonnages de base d'exportation.

6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, toute réduction apportée au contingent d'exportation d'un pays en application de l'alinéa (i) du paragraphe 1 de l'article 19 sera considérée comme faisant partie des réductions opérées en application du paragraphe 1 du présent article au cours de la même année contingentaire.

7. Le Conseil notifie aux Gouvernements participants toute modification apportée aux contingents effectifs d'exportation en application du présent article.

8. Si l'une des réductions prévues aux paragraphes précédents du présent article ne peut être entièrement appliquée au contingent effectif d'exportation d'un pays exportateur du fait qu'au moment de cette réduction ce pays a déjà exporté, en totalité ou en partie, la quantité représentant cette réduction,

la réduction qui n'a pas pu être ainsi imputée est déduite du contingent effectif d'exportation de ce pays pour l'année contingentaire suivante.

ARTICLE 22

1. Pendant la première année contingentaire du présent Accord, le Conseil, après examen de la question, fera des recommandations aux gouvernements participants intéressés au sujet de la négociation d'arrangements relatifs à des options multilatérales à conclure conformément aux dispositions du présent article.

2. L'objet de ces arrangements sera de donner aux gouvernements participants intéressés, lorsque le prix pratiqué franchit les limites maxima ou minima de prix indiquées à l'article 21, le droit de faire jouer des options de vente ou d'achat, suivant le cas, pour des quantités de sucre qui auront été spécifiées dans les arrangements.

3. Les options pourront s'exercer compte tenu des limites de temps, de fréquence ou autres, prévues dans les arrangements.

4. Les arrangements tiendront compte de la structure traditionnelle du commerce du sucre.

5. Le Conseil pourra créer les comités dont il estimera avoir besoin pour l'assister dans l'examen de ces questions et pour formuler les recommandations visées au paragraphe (1) ci-dessus.

CHAPITRE IX

Limitation Générale des Réductions des

Contingents d'Exportation

ARTICLE 23

1. Sans préjudice des sanctions imposées en vertu de l'article 12 et des résolutions faites en vertu de l'alinéa (i) du paragraphe 1 de l'article 19, les contingents effectifs d'exportation des pays exportateurs participants énumérés au paragraphe 1 de l'article 14 ne seront pas réduits au-dessous de 80 pour cent des tonnages de base d'exportation, et toutes autres dispositions du présent Accord seront interprétées en conséquence; étant entendu toutefois que le contingent effectif d'exportation d'un pays exportateur participant qui dispose, aux termes du paragraphe 1 de l'article 14, d'un tonnage de base d'exportation inférieur à 50,000 tonnes ne sera pas réduit au-dessous de 90 pour cent du tonnage de base d'exportation de ce pays.

2. Aucune réduction des contingents ne sera effectuée par application de l'article 21 dans les quarante-cinq derniers jours de l'année contingentaire.

CHAPITRE X

Mélanges contenant du Sucre

ARTICLE 24

Si le Conseil vient à acquiescer la conviction que, par suite d'un accroissement notable des exportations ou de l'utilisation de mélanges contenant du sucre, ces mélanges tendent à se substituer au sucre au point d'empêcher le présent Accord de produire son plein effet, il peut décider que ces produits ou certains d'entre eux sont considérés comme sucre aux fins du présent Accord à concurrence de leur teneur en sucre; étant entendu que, pour le calcul de la quantité de sucre à imputer sur le contingent d'exportation d'un pays participant, le Conseil ne tient pas compte de l'équivalent en sucre des quantités de ces produits correspondant à celle que le pays en question exportait normalement avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

CHAPITRE XI
Difficultés Monétaires

ARTICLE 25

1. Si, pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement d'un pays importateur participant considère qu'il est nécessaire soit de prévenir la menace imminente d'une importante diminution de ses réserves monétaires, soit d'enrayer ou de corriger une telle diminution, ce Gouvernement peut demander au Conseil de modifier certaines obligations particulières qui lui incombent en vertu du présent Accord.

2. Le Conseil étudie d'une manière approfondie, en consultation avec le Fonds monétaire international, les questions soulevées par de telles demandes et accepte toutes les constatations, émanant du Fonds, de faits de caractère statistique ou autre relatifs aux changes, aux réserves monétaires et à la balance des paiements; il accepte également la décision du Fonds sur le point de savoir si le pays en cause a subi une détérioration appréciable de ses réserves monétaires ou en est menacé dans l'immédiat. Si le pays en cause n'est pas membre du Fonds monétaire

international et demande que le Conseil ne consulte pas le Fonds, le Conseil examine l'affaire sans procéder à cette consultation.

3. Dans l'un et l'autre cas, le Conseil examine la question avec le Gouvernement du pays importateur. Si le Conseil décide que la requête est fondée et que le pays en cause ne peut obtenir une quantité de sucre suffisante pour répondre aux besoins de sa consommation en respectant les dispositions du présent Accord, le Conseil peut modifier les obligations qui incombent, en vertu du présent Accord, audit Gouvernement ou au Gouvernement de tout pays exportateur dans telle mesure et pour tel délai que le Conseil estime nécessaires pour permettre audit pays importateur de s'assurer un approvisionnement plus satisfaisant de sucre au moyen des ressources dont ce pays dispose.

CHAPITRE XII

Etudes par le Conseil

ARTICLE 26

1. Le Conseil examine les moyens d'assurer une augmentation convenable de la consommation du sucre et fait des recommandations à ce sujet aux

Gouvernements des pays participants; il peut entreprendre des études sur des questions telles que:

- (i) Les effets, sur la consommation du sucre dans les divers pays: (a) de la fiscalité et des mesures restrictives; et (b) des conditions économiques, climatiques et autres;
 - (ii) Les moyens d'augmenter la consommation, surtout dans les pays où la consommation par tête est basse;
 - (iii) La possibilité d'établir des programmes de publicité en coopération avec des organismes similaires intéressés à l'accroissement de la consommation d'autres produits alimentaires;
 - (iv) Le progrès des recherches sur de nouvelles utilisations du sucre, de ses sous-produits et des plantes dont il provient.
2. En ou re, le Conseil est autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale sous différentes formes à l'industrie sucrière afin de pouvoir formuler toutes suggestions qu'il estime appropriées quant aux objectifs d'ensemble énumérés à l'article premier et aux problèmes concernant le produit de base en cause.

Toutes ces études doivent se rapporter à un nombre de pays aussi étendu que possible, et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

3. Les études entreprises en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article sont effectuées conformément aux directives éventuelles du Conseil et en consultation avec les Gouvernements participants.

4. Les Gouvernements intéressés conviennent de faire part au Conseil des conclusions auxquelles les conduit l'examen des recommandations et des propositions mentionnées au présent article.

5. Conformément à la résolution No. 1 de la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956, aux fins du présent article et aux objectifs généraux du présent Accord qui sont énoncés à l'article premier, le Conseil nommera un Comité qui aura pour tâche de l'aider à s'acquitter des fonctions qui lui incombent aux termes du présent article et en particulier de celles qui se rapportent aux alinéas (ii) et (iv) du paragraphe 1; ce Comité aidera notamment le Conseil à centraliser les résultats des recherches effectuées dans le monde entier sur la consommation et les nouvelles utilisations du sucre et de ses sous-

produits et à diffuser ces renseignements.

CHAPITRE XIII
Administration

ARTICLE 27

1. Afin d'assurer l'administration du présent Accord, le Conseil international du sucre, créé en vertu de l'Accord international sur le sucre de 1953 amendé par le Protocole de 1956, est maintenu avec la composition, les pouvoirs et les fonctions définis dans le présent Accord.

2. Chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote; il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers, dans la mesure où chaque Gouvernement participant l'estime nécessaire.

3. Le Conseil élit un Président, qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonctions pendant une année contingente. Le Président n'est pas rétribué; il est choisi alternativement parmi les délégations des pays importateurs et des pays exportateurs participants.

4. Le Conseil élit un Vice-Président, qui demeure en fonctions pendant une année contingente. Le Vice-Président n'est pas rétribué, il est choisi alternativement parmi les délégations des pays exportateurs et des pays importateurs participants.

5. Avec effet du 1^{er} janvier 1959, le Conseil a, sur le territoire de chaque pays participant et pour autant que le permet la législation de ce dernier, la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

ARTICLE 28

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil peut, par un Vote spécial, déléguer au Comité exécutif établi par l'article 37 l'exercice de n'importe lesquels de ses pouvoirs et fonctions autres que ceux exigeant une décision par Vote